

Le dix-sept juin deux mille huit à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué en séance publique, s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur Claude ROQUES, Maire.

Présents : MM. C. ROQUES - CASTAN – GERAUD - FABRIES - CORBIERE - Melle S. ROQUES - MM. ROUQUETTE - GAILLAC – LLOP - MOUSNIER - Mme LECHEVANTON – M. HOULES – Mme ENJALBERT.

Excusées : Mme BASCOUL qui a donné pouvoir à M. le Maire.

Mme CAUSSE qui a donné pouvoir à Mme ENJALBERT.

Après lecture, le procès-verbal de la dernière séance est adopté à l'unanimité.

Droit de préemption urbain :

Plusieurs déclarations d'intention d'aliéner un bien soumis à droit de préemption urbain ont été transmises en mairie, elles sont tour à tour soumises au Conseil :

. Vente COUGOULE/BLADET à la Borie Basse (partie de la parcelle D 847, 2128 m² environ pour la somme de 50 000 euros.

. Vente COUGOULE/ANDRIEU à la Borie Basse (D 881, 2023 m²) pour la somme de 50 000 euros.

. Vente MOERLAND/ARNAUD, place de la Mairie (habitation sur la parcelle D 510, 764 m²) pour la somme de 400 000 euros.

. Vente JAMME/DAUZATS, Les Travers de Bagenac (B 1863, 1843 m²) pour 44 000 euros.

Après avoir examiné chaque demande, le Conseil municipal à l'unanimité décide de renoncer à son droit de préemption.

Demande d'aide F.I.S.A.C. :

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le projet de Monsieur Jean Louis RESSEGUIER gérant de la société "Lombers Auto" , atelier de mécanique, tôlerie et peinture, récemment installé dans la Commune au lieu-dit « Les Lizes ».

Dans le cadre de la réalisation de ce projet, il sollicite l'intervention du F.I.S.A.C (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce); de ce fait, il est nécessaire que le Conseil émette un avis favorable sur ce projet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve le projet d'investissements, qui apportera un nouveau service à la population locale et renforcera ainsi l'offre commerciale et artisanale existante sur la commune de Lombers.

Patus :

Monsieur le Maire expose au Conseil la demande des habitants des hameaux de Marliaves et Puech-Jouy qui souhaitent régler leurs Patus.

Après discussion, plusieurs problèmes sont soulevés, en particulier celui des constructions qui y ont été réalisées sans autorisation, les réseaux souterrains existants et les accès à chaque habitation après partage des biens.

Le Conseil municipal à l'unanimité décide de se renseigner auprès d'un juriste et des services concernés par les réseaux. Ce sujet sera réinscrit à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Conseil municipal.

Repas du 13 juillet : fixation du prix :

Le Conseil municipal souhaite, comme les années précédentes, célébrer la Fête Nationale.

Il est décidé qu'un repas dansant sera organisé le 13 juillet en soirée. Il est donc nécessaire de fixer le tarif de la participation de chacun à cette fête.

D'un commun accord, il est décidé d'appliquer les mêmes tarifs qu'en 2007, à savoir :

- 16 euros pour les adultes,

- 8 euros de 4 à 10 ans,
- Gratuit au dessous de 4 ans.

Les inscriptions seront reçues en mairie dans le cadre de la régie « Festivités » créée par délibération du 23 juin 2003.

Demande de transfert de Licence IV :

Par courrier en date du 18 avril 2008, Monsieur le Préfet informe Monsieur le Maire d'une demande d'autorisation visant à transférer une Licence IV d'Albi à Lombers. Elle doit être exploitée dans les locaux de l'ancien restaurant « L'Escapade ».

Conformément aux dispositions de l'article L.3332-11 du Code de la santé publique, le Conseil municipal doit donner son avis sur ce projet de transfert de débit de boissons.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal émet un avis favorable à ce transfert et indique que le local n'est pas situé dans une zone protégée.

Réorganisation des postes de travail au groupe scolaire :

Monsieur le Maire indique que le Conseil d'école a eu lieu ce jour. L'amplitude horaire journalière pourrait être modifiée à la rentrée de septembre afin de pouvoir intégrer la demi-heure de soutien prévue pour les élèves en difficulté. Les cours débuteraient à 8 h 45 jusqu'à 11 h 45 et reprendraient à 13 h 45 jusqu'à 16 h 45. Les ramassages scolaires seraient adaptés à ce nouvel horaire et les cours de soutien se feraient de 11 h 45 à 12 h 15. Les Enseignants ont fait une demande en ce sens à l'inspection académique.

Le personnel communal affecté au groupe scolaire sera invité prochainement à une réunion avec la Commission Communale aux affaires scolaires afin d'établir les nouveaux horaires de chacun.

Tarifs garderie et Cantine :

Une note de la préfecture en date du 3 août 2006 indique que le décret n° 2006-753 du 29 juin 2006 a abrogé les dispositions du décret n° 2000-672 du 19 juillet 2000 qui fixaient le taux maximum de hausse applicable chaque année au service de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public.

Ce nouveau décret permet aux Communes de fixer les tarifs et permet d'inclure dans le calcul du coût, l'ensemble des charges imputables à ce service.

Compte tenu de la constante augmentation du prix des denrées et des charges et que le prix de revient d'un repas était déjà de 3,65 euros pour l'année scolaire 2006-2007, le Conseil municipal décide à l'unanimité, d'appliquer à compter du 1^{er} septembre 2008, les tarifs suivants :

- Repas pris régulièrement : Ils passent de 2,10 euros à 2,15 euros
- Repas dits « occasionnels » : passent de 3,25 euros à 3,30 euros
- Repas adultes : passent de 4,38 euros à 4,50 euros.

Ces tarifs sont adoptés par l'ensemble des conseillers qui décident de ne pas augmenter les tarifs de la garderie périscolaire.

De plus, afin d'estimer le plus précisément possible l'effectif des enfants en cantine et garderie, un courrier comportant une fiche d'inscription sera transmis aux familles qui devront le retourner au plus tôt.

Participation des Communes au fonctionnement de l'école :

Monsieur le Maire indique au Conseil qu'il y a lieu de fixer la participation des Communes de résidence des enfants scolarisés au groupe scolaire Val d'Assou pour l'année scolaire 2008-2009. Après examen des diverses charges et recettes afférentes à l'école pour l'exercice 2007, il est proposé de demander le versement de 700 euros par enfant domicilié à Laboutarié, Lamillarié,

Sieurac et Saint-Genest de Contest. Les membres présents à l'unanimité acceptent cette proposition.

Sujets divers :

- *Achat de photocopieur* : Monsieur le Maire informe le Conseil du remplacement du photocopieur de la Bibliothèque qui, endommagé par une surtension électrique, était trop ancien pour être couvert par l'assurance. Un photocopieur d'occasion, entièrement révisé, a été acquis pour la somme de 820 euros.
- *Attribution d'un nom aux logements Tarn Habitat* : Monsieur le Maire demande au Conseil de trouver un nom à ces logements construits sur l'ancien site des caravanes « La Royale ». Après discussion et pour rester en conformité avec l'histoire de Lombers, la dénomination « Le Clos d'Azalais » est adoptée à l'unanimité.
- *Avancement des travaux au groupe scolaire* : Les travaux seront terminés le 15 juillet prochain. Après discussion, il est décidé d'installer une prise électrique dans le préau afin de pouvoir brancher du matériel sans rentrer obligatoirement dans les locaux.
- *Appel d'offres P.L.U.* : Monsieur le Maire informe le Conseil que le dossier de consultation des bureaux d'études est en cours de distribution. Les offres doivent être remises au plus tard le 1^{er} juillet 2008.
- *Achat de tableaux pour le groupe scolaire* : Monsieur le Maire informe le Conseil des devis en sa possession pour la fourniture de 4 tableaux triptyques pour les classes du groupe scolaire. La proposition de GOURSAUD Bureautique est retenue pour un montant de 1513,20 euros HT.
- *Compte-rendu de la réunion avec les Associations* : Monsieur FABRIES indique que toutes les associations étaient représentées. Plusieurs sujets ont été évoqués en particulier les besoins en matériel et locaux et les moyens à mettre en œuvre afin de mieux communiquer. Comme suite à cette réunion, une nouvelle réunion est programmée le 18 septembre prochain afin d'établir le calendrier 2008-2009 et travailler sur un projet d'animation commune.
- *Inauguration du groupe scolaire* : Monsieur le Maire informe le Conseil que la date retenue, en fonction des disponibilités des diverses personnalités invitées, est le 18 octobre à 11 heures.
- *Courrier de Monsieur PANTZ* : Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de Monsieur PANTZ qui déplore la vitesse excessive des véhicules au droit de sa propriété de Saint-Caprais. Cette voie étant une route départementale, cette lettre a été transmise au Conseil Général.
- *Vœu relatif au maintien du numéro de département sur les plaques d'immatriculation* :

Le Conseil municipal de Lombers,

. Considérant que les Etats membres de l'Union Européenne ont entamé une harmonisation des titres, documents administratifs et du contenu du certificat d'immatriculation au sein de chaque pays de l'Union suite à la directive 1999/37/CE et du Conseil de l'Union Européenne du 29 avril 1999, relative aux documents d'immatriculation des véhicules,

. Considérant que le projet français de SIV (système d'immatriculation des véhicules) dépasse de très loin les seules obligations de la Directive Européenne et s'étend opportunément à la numérotation et à la plaque d'immatriculation, au certificat d'immatriculation ainsi qu'à la procédure d'immatriculation des véhicules et à la gestion du registre d'immatriculation,

. Considérant que le changement le plus visible et le plus préjudiciable de ces nouvelles dispositions, dont l'application est prévue à compter du 1er janvier 2009, est l'attribution d'un numéro de vie pour le véhicule, soumis à un principe de numérotation nationale, mettant fin sans raison à la présence de l'indicatif départemental sur les plaques des véhicules,

. Considérant que malgré tout la possibilité est laissée aux automobilistes de personnaliser une petite bande bleu équivalent à un chiffre, espace dans lequel l'apposition d'un blason d'une région et d'un numéro de département de la forme d'un timbre poste est autorisé mais facultatif. Cette même personnalisation pourrait de plus être différente de l'adresse mentionnée sur la carte grise,

. Considérant que l'identité de notre commune est dangereusement remise en cause puisque liée au sort réservé au département,

. Demande que le numéro de département soit affiché de manière lisible et obligatoire sur toutes les plaques mises en circulation à compter du 1er janvier prochain dans le cadre de la mise en place du Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV).

Ainsi fait et délibéré à la date ci-dessus et ont signé les membres présents.